Benoit Paré, lanceur d’alerte de l’OSCE : guerre en Ukraine, récits face à la réalité

Benoît Paré, officier de réserve de l’armée française et ancien analyste au ministère de la Défense, apporte son expertise et son expérience d’observateur de l’OSCE dans le Donbass. Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com /gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des articles à l’effigie de Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du Pr Glenn Diesen : https://www.amazon.com /stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Présentation de Benoît Paré et de son parcours 00:50 Observations de terrain en Ukraine 05:14 Statistiques et rapports sur les victimes civiles 10:34 Le rôle des médias et la perception du public 13:23 Les défis de l’information et de la communication 20: 11 Les pressions politiques et l’accord de Minsk 21:52 Le double rôle de l’OTAN dans le conflit 24:48 Le rôle des nationalistes au sein du gouvernement ukrainien 25:44 L’impact des bataillons de volontaires sur le conflit du Donbass 27:12 Violations des droits humains et couverture médiatique 30:00 Crimes commis par les forces armées ukrainiennes 34:18 L’influence de l’extrémisme dans la politique ukrainienne 38:41 Manipulation médiatique et récit du conflit 45:50 Le récit fédérateur dans les médias occidentaux

#Glenn

Bienvenue à nouveau à toutes et à tous. Nous recevons aujourd’hui Benoît Paré, ancien analyste au ministère français de la Défense, observateur de l’OSCE et lanceur d’alerte à la suite de ses observations lors d’une mission de l’OSCE en Ukraine. Merci d’être avec nous dans cette émission. Merci beaucoup de me recevoir à nouveau.

#Benoit Paré

C’est toujours un plaisir.

#Glenn

Et oui, vous avez déjà écrit des livres sur ce que vous avez vu en tant qu’observateur. Vous venez d’ en publier un autre, qui mérite d’être mentionné. Derrière vous, on voit What I Saw in Ukraine, mais il y a aussi votre nouveau livre, The Great Manipulation.

#Benoit Paré

Le nouveau, c'est The Great Manipulation, mais ça, c'est la couverture française. En anglais, c'est presque pareil : Ukraine: The Great Manipulation, qui est disponible sur Amazon.

#Glenn

Donc, pour résumer, vous étiez observateur de l'OSCE en Ukraine entre deux mille quinze et deux mille vingt-deux, période pendant laquelle l'accord de Minsk était censé être mis en œuvre. Et de fait, c'est évidemment l'échec de sa mise en œuvre qui a conduit à l'invasion russe en deux mille vingt-deux. Ce qui s'est passé pendant toutes ces années est donc tout à fait pertinent. Comment compareriez-vous ce qui se passait sur le terrain — la réalité — aux récits présentés par les médias au public occidental ?

#Benoit Paré

Eh bien, il y avait un décalage dès les tout premiers stades de ce conflit. Au départ, on parlait d'un conflit, pas d'une guerre : le conflit du Donbass. Et en fait, dès mon arrivée en août deux mille quinze, quand j'ai été déployé dans le Donbass, j'ai compris qu'il y avait un tel décalage. J'ai tout de suite eu l'impression que, vous savez, il y avait d'importants tirs d'artillerie malgré l'accord de Minsk deux, à Donetsk, par exemple, où j'ai passé mes deux premières semaines. Dès le jour de mon arrivée, vous savez, j'y ai entendu des tirs d'artillerie. Et cette tendance s'est poursuivie. J'ai même pu l'analyser à l'aide de chiffres par la suite. Je ne me souviens plus si nous en avions discuté lors de notre premier entretien.

Mais bon, si moi, j'avais oublié, peut-être que d'autres avaient oublié aussi. Le fait est que, dans le cadre de mes fonctions, j'avais accès aux données sur les victimes civiles dans le Donbass. Je faisais partie d'une petite unité de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, appelée « Dimension humaine ». Et au sein de cette unité, à partir de deux mille seize, nous avons commencé à vérifier systématiquement les informations faisant état de victimes. Et la plupart de ces victimes étaient des blessés, n'est-ce pas ? On ne mesure pas ce genre de choses uniquement au nombre de morts, parce que, pour chaque personne tuée, environ quatre ou cinq personnes sont blessées, dont certaines grièvement. Nous avons donc commencé à vérifier systématiquement ces informations. Au début, je n'avais accès qu'aux données concernant l'oblast de Donetsk.

Mais à la fin de l'année deux mille dix-huit, j'ai eu l'occasion de partir en mission dans la ville de Louhansk. Et là, j'ai eu accès aux données de l'oblast de Louhansk. J'ai donc pu comparer les deux et me faire une idée d'ensemble. J'ai compilé des statistiques que personne ne m'avait demandé de compiler, non seulement sur le nombre de victimes de chaque côté, mais aussi en les répartissant selon une classification particulière, parce qu'il y avait deux grandes causes de blessures ou de décès. La première, c'était ce qu'on appelle les restes de guerre, comme les mines ou les munitions non explosées. Et l'autre, c'était ce qu'on appelle la poursuite du conflit, c'est-à-dire les bombardements et les tirs, n'est-ce pas ? Et ça, c'est une catégorie différente, une distinction qu'on a, d'une certaine manière, essayé de brouiller au sein de la mission de l'OSCE.

On a tout mélangé. Sauf en deux mille seize, nous avons en fait refusé de publier les données montrant quel côté comptait le plus de victimes, que ce soit toutes causes confondues ou, pire encore, si l'on ne retenait que les victimes de la poursuite du conflit, c'est-à-dire les victimes des bombardements et des tirs. Parce que, dans ce cas, l'écart entre le nombre de victimes que nous pouvions confirmer du côté qui n'était pas sous le contrôle du gouvernement, c'est-à-dire dans les zones contrôlées par les séparatistes, et du côté contrôlé par le gouvernement, donc par l'armée ukrainienne, était encore plus marqué que la tendance générale, toutes causes confondues.

Et le chiffre auquel je suis arrivé, c'est qu'entre deux mille seize et deux mille dix-huit — soit une période de trois ans, n'est-ce pas ? — soixante-douze pour cent des victimes de bombardements et de tirs recensées par l'OSCE se trouvaient sur le territoire contrôlé par les séparatistes. Ce qui veut dire que les bombardements venaient de l'autre côté, à moins de considérer, comme certains oseraient effectivement le faire, que les séparatistes se bombardaient eux-mêmes. Ça vous donne donc un chiffre global qui n'a jamais été publié. J'ai d'ailleurs signalé cette statistique à mes supérieurs quand je travaillais à l'OSCE. Enfin, au niveau local, tout le monde m'a félicité pour ce travail, y compris mes responsables directs, mais au siège, c'était une autre histoire.

Quelqu'un m'a dit : « Enfin, ce n'est pas à vous de faire les statistiques. » J'ai répondu : « D'accord, mais alors, pourquoi ne pas les faire ? » Et je n'ai pas eu de réponse. Mais la réponse, je la connaissais : le chef de mission avait décidé de ne pas publier ces chiffres. On nous l'avait dit dès deux mille dix-sept, et le chef de mission lui-même, qui était un ambassadeur turc, l'a confirmé lorsqu'il a quitté la mission en mai deux mille dix-neuf. J'ai eu un entretien en tête-à-tête avec lui, et il m'a confirmé : « Oui, j'ai décidé de ne pas publier ces chiffres parce que je subissais de fortes pressions du gouvernement ukrainien, qui nous accusait de partialité, d'être influencés ou manipulés par des observateurs russes. » Et je savais que c'était tout simplement n'importe quoi.

Parce que, parmi les personnes chargées de vérifier ces chiffres à l'époque où je le faisais, il n'y avait pas un seul Russe. Ce travail était uniquement effectué par des personnes d'autres nationalités. Alors, prétendre que nous étions manipulés par des observateurs russes, c'était ridicule. Mais c'est avec cet argument que le gouvernement ukrainien a balayé tout ça. Et avant son départ, notre chef de mission a aussi déclaré : « Vous savez, j'ai subi tellement de pressions de la part du gouvernement ukrainien. Ils m'ont dit que si jamais je rencontrais des dirigeants séparatistes, ils demanderaient mon expulsion du pays. » Mais vous savez, notre mandat stipulait justement que nous devions établir un dialogue sur le terrain.

C'était écrit noir sur blanc dans le mandat adopté le vingt et un mars deux mille quatorze. Et donc, l' une des parties au conflit, le gouvernement ukrainien, a interdit à notre chef de mission de parler à l' autre partie. « Non, vous n'avez pas le droit d'établir un dialogue. Vous n'avez pas le droit de remplir votre mandat. » Enfin, c'est surréaliste, mais c'était la situation. Le seul endroit où une forme de dialogue était acceptée, c'était à Minsk, parce qu'il y avait là des négociations de haut niveau entre une délégation ukrainienne, des délégations séparatistes — puisqu'il y en avait deux, celle de la

République populaire de Donetsk et celle de la République populaire de Louhansk — et l'OSCE qui faisait l'intermédiaire. Mais ce qu'il est important de dire, c'est que la délégation ukrainienne n'a jamais accepté de rencontrer directement les séparatistes.

Alors, il y avait d'abord des réunions entre la délégation ukrainienne et les représentants de l'OSCE, puis les représentants de l'OSCE rencontraient ceux de la RPD et de la RPL, vous savez, si l'on utilise les sigles de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk. Et c'est ainsi que se sont déroulées, pendant toutes ces années à Minsk, des négociations qui, d'ailleurs, n' ont abouti à rien. Sur le terrain, il n'y avait pas de négociations. Il n'y avait pratiquement aucun contact avec les séparatistes. De temps en temps, le numéro deux de notre mission — pas le numéro un, parce que c'était interdit — venait discrètement dans le Donbass pour rencontrer les dirigeants séparatistes. Et j'en ai été témoin quand j'étais à Louhansk. Mais, vous savez, il n'y a jamais eu la moindre communication officielle à ce sujet. C'était comme si, vous voyez, on n'osait même pas rendre ces contacts publics.

C'était insensé. D'une certaine manière, on se cachait du gouvernement ukrainien. Mais en même temps, je doute qu'il ait ignoré ce qui se passait, parce qu'il surveillait probablement nos moindres faits et gestes. Mais c'était un jeu d'hypocrisie qui a duré des années. Et au bout du compte, tout ce qui, dans nos rapports, pouvait donner une mauvaise image de l'Ukraine était… comment dire… pas forcément supprimé de chacun des rapports, mais, dans l'ensemble, on pouvait effectivement en arriver à cette conclusion. Alors, dans le cadre de notre mission, nous étions censés rendre compte des faits au quotidien. Nos rapports quotidiens publics rassemblaient les principaux incidents de sécurité de la veille, en raison du temps nécessaire à tout le dispositif de rédaction des rapports pour recueillir les données, les vérifier au besoin et les condenser dans un format qui était ensuite publié.

Mais la quantité de données recueillies par notre mission était cent fois supérieure à ce qui a été publié. C'était énorme. Mais tous ces rapports faisaient l'objet d'un tri très systématique pour éliminer ce qui était jugé non pertinent. Et au bout du compte, on ne voyait que la partie émergée de l'iceberg de ce qui se passait. Et chaque fois que nous ne pouvions pas vérifier une information, elle n'était pas publiée. Ça ne voulait pas dire que les faits n'avaient pas eu lieu. Ça voulait simplement dire que nous ne pouvions pas les vérifier, ce qui est différent. Et pour revenir à la question des victimes civiles, si nous n'avions pas trois sources différentes capables de confirmer qu' il y avait bien une victime civile, nous ne le publiions pas.

Si vous n'aviez que deux sources, eh bien, désolé, ça ne suffit pas. Donc, c'est comme si ça n'existait pas. Et nous avons eu beaucoup de cas de ce genre. Je ne dirais pas des milliers, mais des dizaines, quand j'étais à Lougansk, par exemple, où nous ne pouvions pas obtenir de confirmation auprès de trois sources, pour diverses raisons. Et parfois, c'étaient les victimes elles-mêmes qui refusaient de nous parler parce qu'elles craignaient des représailles du gouvernement ukrainien, croyez-le ou non. Alors, dans ce cas précis, il s'agissait généralement de retraités qui vivaient du côté de la République

populaire de Lougansk, parce que nous avons eu plusieurs cas de ce genre. Ces personnes avaient été blessées par des bombardements sur le territoire de la République populaire de Lougansk. Mais, en même temps, elles allaient toucher leur retraite sur le territoire contrôlé par le gouvernement.

Donc, ils franchissaient régulièrement la ligne de contrôle pour toucher leur retraite. Mais pour avoir le droit de la toucher, ils devaient déclarer une fausse adresse en territoire contrôlé par le gouvernement, en tant que personnes déplacées à l'intérieur du pays. Et à partir de deux mille seize, le gouvernement ukrainien a refusé de verser leur retraite à ces personnes, à moins qu'elles ne vivent en territoire contrôlé par le gouvernement. Cela a donc entraîné des déplacements massifs. Je crois que j'en ai parlé lors de notre premier entretien. Le chiffre que j'ai en tête, rien que pour l' oblast de Donetsk, c'est sept cent mille retraités qui ont dû se réinscrire pour toucher leur retraite. Rien que pour l'oblast de Donetsk. Je ne parle pas ici de l'oblast de Lougansk.

Donc, au total, probablement autour d'un million et demi de personnes ont été touchées. Quelqu'un qui, sur le papier, est une personne déplacée à l'intérieur du pays et réside de l'autre côté ne veut pas prendre le risque de voir son nom publié parmi les victimes de bombardements, alors qu'il vit là où il n'est pas censé vivre. Ces personnes ont donc refusé de nous parler, et elles n'apparaissaient pas dans nos statistiques. En ce sens, même les statistiques officielles étaient en deçà de la réalité. Alors, à bien des égards, pour être juste, je dirais que la grande majorité de ce qui a finalement été publié était exact. Je dirais qu'au moins quatre-vingt-quinze pour cent étaient exacts. Mais le gros problème, c'était ce qui n'avait pas été publié. Parce que, encore une fois, ce que nous avons publié n'était que la partie émergée de l'iceberg.

Et puis, ce n'est pas tout. Bon, disons qu'on publie des rapports quotidiens sur les victimes ici ou là. Mais à un moment donné, je me suis dit que ça ne suffisait pas, parce qu'en Ukraine, les gens qui suivaient les médias ou leurs propres responsables politiques pensaient qu'il n'y avait de victimes que du côté contrôlé par le gouvernement et que les tirs d'artillerie venaient uniquement des séparatistes. Ils ne savaient pas ce qui se passait de l'autre côté, parce qu'aucun média n'en parlait. Les seuls à pouvoir le faire, c'était nous. Alors oui, on publiait ces informations dans nos rapports quotidiens, mais les médias ukrainiens ne retenaient que ce qui allait dans le sens de leur récit.

Ils ignoraient tout le reste. Chaque fois que nous faisions état de victimes du côté contrôlé par les séparatistes, ils n'en tenaient pas compte. Ils ne parlaient que des victimes du côté contrôlé par le gouvernement. Et c'était systématique. Les gens restaient donc dans l'ignorance de ce qui se passait. Et j'en ai discuté avec le chef d'un village du côté contrôlé par les séparatistes. C'était le village de Kominternove — c'était son nom d'origine —, ensuite rebaptisé Pikuzi par les Ukrainiens, à la suite de la loi de décommunisation de deux mille quinze. Et le chef du village savait que c'était un village martyr, parce que, sur les quatre cent cinquante personnes qui y vivaient au départ, la plupart avaient fui. Il ne restait que cent cinquante habitants.

Et sur ces cent cinquante personnes, plus de trente ont été blessées ou tuées, dans un seul village. Alors, un jour, le chef de ce village m'a dit : « Vous savez, je lis votre rapport tous les jours, mais ce

que vous faites ne suffit pas. Je regarde les médias ukrainiens. Ils ne parlent jamais de nous. » Il m' a donc dit : « Ce que vous devriez faire, en tant qu'OSCE, c'est organiser des conférences de presse en direct, pour que les médias ne puissent pas les couper au montage. Et ensuite, vous devriez simplement énumérer les victimes dont vous avez pu confirmer le cas au cours d'une journée ou d' une semaine. Enfin, faire un bilan : "Voilà, cette semaine, nous avons confirmé qu'il y avait eu tant de victimes dans ce village." Et là, les gens comprendront. » C'était tout ce qu'il proposait : faire une synthèse de nos propres rapports. En fait, j'ai trouvé que c'était une bonne idée.

J'ai dit : « D'accord, pourquoi pas ? » J'ai donc inscrit cette proposition dans mon rapport, exactement comme on me l'avait suggérée. Et bien sûr, comme je m'y attendais, personne ne m'a répondu, et ils n'ont jamais rien changé au système. Un jour, quelqu'un au siège m'a dit : « Enfin, ce n'est pas à nous de faire ce genre de choses. Notre travail, c'est simplement de faire le minimum. Nous faisons des rapports tous les jours, et ensuite, c'est à d'autres de compiler les statistiques. Ce n' est pas notre travail. » Mais nous avons refusé de faire cette chose toute simple : rendre les informations que nous avions recueillies collectivement plus compréhensibles pour le grand public. Ça ne demandait pas grand-chose : simplement compiler des statistiques et les communiquer. Mais nous avons refusé de compiler ces statistiques… enfin, certaines d'entre elles, du moins. Et nous avons refusé de les communiquer dans tous les cas, malgré mes démarches, parce qu'à un moment, j'ai même demandé à en parler au chef de mission.

Il m'a écouté poliment. Il m'a dit : « D'accord, faites-moi une note là-dessus. J'en discuterai avec mon adjoint et le responsable des rapports. » Et j'ai bien rédigé cette note. Et, bien sûr, personne ne m'a répondu. D'ailleurs, pour ceux que ça intéresse, cette note est publiée dans mon livre. Et puis, comme rien ne changeait, j'ai même décidé d'écrire au président de l'OSCE. Si vous connaissez l' OSCE, vous savez que c'est une organisation qui a deux dirigeants. Il y a un secrétaire général, qui est en quelque sorte permanent, qui siège à… j'ai oublié où… à Vienne, bien sûr. Et puis il y a un représentant politique, qui est le ministre des Affaires étrangères d'un État membre. Ça change tous les ans. Et cette année-là, c'était l'Italie qui assurait la présidence. Et l'un de mes collègues était italien.

Et il avait fait une très longue carrière dans l'administration italienne. Alors, j'en ai discuté avec lui. Et je lui ai dit : « Si j'écris à votre ministre des Affaires étrangères, vous pensez qu'il y a une chance que la lettre lui parvienne ? » Il m'a répondu : « Ah oui. Je m'en assurerai. J'ai des contacts. » J'ai dit : « D'accord. » Alors j'ai écrit la lettre. Je la lui ai remise. Et comme je faisais confiance à cet homme, j'ai supposé que la lettre était arrivée au cabinet du ministre des Affaires étrangères, qui assurait à ce moment-là la présidence de l'OSCE. Mais bien sûr, je n'ai jamais reçu de réponse. Là encore, la lettre que j'ai écrite, ou un résumé de celle-ci, figure dans mon livre. Donc tout y est. Puis je me suis dit : « Bon, ça ne marche pas. Je peux peut-être essayer de passer par ma propre ambassade. »

Alors, vous savez, nous avions des réunions régulières avec nos ambassades. Tous les six mois, nous nous retrouvions pour faire le point. C'était accepté par l'OSCE. J'ai donc fait une présentation avec

des diapositives PowerPoint, entre autres, et tous les chiffres dont je disposais. À l'époque, ça ne concernait que l'oblast de Donetsk, ce qui était déjà significatif, puisque l'oblast de Donetsk représentait quatre-vingts pour cent de l'ensemble des victimes. Ça donne donc une assez bonne idée de la situation. Ils m'ont écouté poliment. Ils ont trouvé ça intéressant. Et puis, rien n'a changé. Un mois plus tard, j'ai parlé à un membre du personnel d'une des ambassades, et je lui ai dit : « Alors, pourquoi est-ce que rien ne change, vu les données que je vous ai transmises, et les autres que je vous ai fournies depuis ? » Il m'a dit : « Oui. » J'ai dit : « Je ne sais pas. » Il m'a dit : « Nous ne sommes pas à Paris. »

« On ne sait pas ce qu'ils en font. Mais ce que je peux vous dire, c'est que tout ce que vous nous avez donné a été transmis à Paris. Après, ce n'est plus de notre ressort. » Et puis un jour, lors d'un de mes voyages à Paris, j'ai demandé à rencontrer un des diplomates sur place. Et là encore, j'ai remis le sujet sur la table. J'ai dit : « Écoutez, vous savez, j'ai compilé ces statistiques, et je pense qu' on devrait vraiment en parler. Je pense que ça contribuerait à réduire la haine qu'il y a en Ukraine, du côté contrôlé par le gouvernement, parce qu'on abreuve les gens de propagande. Et cette propagande alimente la haine et la volonté de poursuivre la guerre, de continuer à bombarder les séparatistes, parce qu'on les considère comme les méchants. »

Et j'ai dit : « Si vous voulez réduire les tensions, vous savez, la France est l'un des parrains de l' accord de Minsk. Je pensais donc qu'il devait être dans l'intérêt du gouvernement français d' encourager tout ce qui nous rapproche de la paix et contribue à réduire les tensions, ce qui était aussi l'un des objectifs du mandat de l'OSCE. Je pensais donc que communiquer les chiffres réels des victimes contribuerait aussi à réduire les tensions. » Mais ces diplomates m'ont dit : « Ah non, non, non, il ne faut pas faire ça, parce que les séparatistes s'en serviraient alors pour justifier de nouvelles revendications. » J'ai dit : « Qu'est-ce que ça veut dire ? »

C'est quoi, ce raisonnement ? Mais bon, vous savez, il n'a pas hésité une seconde avant de donner cette réponse. Et là, j'ai compris : pour ces gens-là, la vérité ne compte pas. Ce qui compte, c'est le récit, ce qu'ils veulent faire. Et j'ai commencé à me demander si mon propre gouvernement voulait la paix en Ukraine, s'il voulait appliquer l'accord de Minsk. Ça m'a donc troublé. Mais tout ce qui a suivi n'a fait que confirmer cette impression : ni le gouvernement français ni le gouvernement allemand ne semblaient s'intéresser à la vérité, ni à la mise en œuvre de l'accord de Minsk.

Et cela a conduit, comme vous l'avez dit, à ce que la Russie finisse par se dire : bon, cet accord de Minsk est une impasse. C'est un échec, il faut donc envisager autre chose. Et je pense que nous avons collectivement décidé de ne pas pousser les Ukrainiens à respecter leur part de l'accord de Minsk, et de fermer les yeux sur les faits qui montraient qu'ils le violaient. Parce que s'il y avait autant de victimes civiles, cela signifiait que les autorités ukrainiennes bombardaient régulièrement la population du Donbass, ce qui constituait en soi une violation, multipliée par chaque victime. Nous avons donc décidé d'ignorer tout cela. Et c'est ce qui a amené, vous savez, la Russie à se dire : bon, maintenant, il faut faire autre chose. Et c'est là que l'opération militaire spéciale a commencé.

#Glenn

Oui, enfin, vous dites avoir eu l'impression que le gouvernement français ne souhaitait pas forcément mettre fin à ce conflit. Et cette observation est intéressante, parce qu'on dirait que les pays de l'OTAN essaient de jouer sur deux tableaux. D'un côté, c'est l'OTAN qui a joué un rôle clé dans le renversement du gouvernement à Kiev, avant d'y installer un pouvoir à sa solde et de le soutenir depuis deux mille quatorze. Et en même temps, ils endossent un autre rôle. C'est-à-dire : « Ah, nous voulons mettre fin à tout ce conflit et jouer les médiateurs. » Mais il y a quand même un conflit d'intérêts. Enfin, on voit la même chose encore aujourd'hui. Trump explique qu'il faut faire la paix, en faisant pression sur Zelensky et Poutine.

Mais en même temps, on voit des drones américains survoler la mer Noire et sélectionner des cibles à frapper. Des armes américaines y sont envoyées. C'est donc très étrange de voir l'une des parties au conflit essayer aussi de jouer le rôle de médiateur. Et je crois que le problème, ici, c'est qu'à partir du moment où vous avez à Kiev ce gouvernement profondément antirusse, qui allait s'aligner sur l'OTAN et les services de renseignement occidentaux, et où vous voyez émerger une résistance dans le Donbass, avec des gens qui rejettent la légitimité du nouveau gouvernement, alors vous avez un conflit. Dans quelle mesure les pays de l'OTAN souhaiteraient-ils réellement un règlement accordant l'autonomie au Donbass, conformément à l'accord de Minsk, si cela pouvait, au fond, servir à ancrer durablement la neutralité de l'Ukraine ?

Ça va un peu à l'encontre de tout l'objectif. Ça me rappelle un peu les négociations sur cet accord d' Istanbul, en deux mille vingt-deux. Enfin, après que l'OTAN a passé huit ans à constituer une immense armée par procuration de centaines de milliers d'hommes, à les former, à les armer jusqu' aux dents, tout à coup, on va conclure un accord avec la Russie pour rétablir la neutralité de l' Ukraine. Ça n'a vraiment aucun sens. Pourquoi faire ça quand on dispose de centaines de milliers de soldats qu'on peut utiliser pour affaiblir un rival stratégique, et qui ne sont même pas les siens ? On n'a pas à compter les morts. Enfin, l'idée qu'on puisse être à la fois médiateur et acteur clé d'un conflit, ça ressemble quand même à un conflit d'intérêts.

Je voulais quand même vous poser une question sur les nationalistes, avant d'oublier. En deux mille quatorze, quand le Donbass a refusé de reconnaître le gouvernement issu du coup d'État, Kiev a commencé à y envoyer des soldats pour les mater. Mais on a vu que beaucoup d'Ukrainiens ne voulaient pas, vous savez, tuer leurs propres compatriotes. C'est donc à ce moment-là que le gouvernement est devenu très dépendant de ces nationalistes venus de l'ouest de l'Ukraine. Beaucoup d'entre eux, bien sûr, continuaient à brandir le drapeau de Bandera et des collaborateurs d' Hitler, à porter les mêmes insignes, tout ce genre de choses. Mais quel impact cela a-t-il eu sur le conflit ? Comment les habitants du Donbass ont-ils vécu le fait que ces nationalistes soient devenus, en quelque sorte, le fer de lance de la guerre ?

#Benoit Paré

Très rapidement, avant de répondre à cette question, je voulais simplement rappeler à notre public qu'Angela Merkel et François Hollande ont tous deux déclaré, en décembre deux mille vingt-deux, que l'accord de Minsk visait à permettre à l'Ukraine de gagner du temps. Gagner du temps pour quoi faire ? Pour une riposte militaire, on peut l'imaginer. Pour revenir à votre question, si je comprends bien, vous m'interrogez sur l'impact de ces bataillons de volontaires dans le Donbass à partir de deux mille quatorze. Eh bien, quand j'étais en mission à Kramatorsk, et surtout à Marioupol, j'ai recueilli beaucoup de témoignages sur ce qui s'était passé durant ces années-là, car ma mission n'a commencé qu'en juillet deux mille quinze. C'était donc après les événements les plus dramatiques de cette guerre du Donbass. Mais à Marioupol, en particulier, j'ai pu retracer ce qui s'était passé en suivant des procès. Nous suivions des procès liés au conflit.

J'ai aussi pu échanger régulièrement avec la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies, qui était probablement plus efficace que nous pour surveiller le respect des droits humains, parce qu'elle devait rendre compte de bien plus de choses que nous. Nous avons beaucoup échangé sur ce qui se passait. Et j'ai aussi eu l'occasion d'interroger directement, à plusieurs reprises, des victimes d'enlèvement, de torture et d'arrestation. Certaines étaient journalistes. À un moment donné, j'ai mené une série d'entretiens avec des journalistes pour leur demander ce qui leur était arrivé pendant ces années-là. Et à Marioupol — uniquement dans la ville de Marioupol, je parle bien d'une seule ville —, j'ai trouvé cinq journalistes qui avaient tous des récits différents de violences physiques ou d'intimidation.

Les menaces ont poussé trois d'entre eux à abandonner le métier. Dans deux de ces cas, le SBU leur a dit : « Soit vous arrêtez tout de suite de travailler comme journaliste, soit on vous met en prison pour huit ans. » Tous les deux m'ont rapporté exactement la même chose, lors de rencontres séparées. C'est donc comme ça qu'ils procédaient, apparemment. Pour d'autres, c'était l'arrestation ou la torture. Deux d'entre eux ont quand même continué à travailler, mais ils m'ont dit : « On doit faire très attention à ce qu'on publie. » Et l'un d'eux m'a dit : « Pour moi, c'est très simple. J'essaie de ne rien publier sur la guerre. » Donc, vous cherchez à ne plus rien dire qui compte si vous ne voulez pas être menacé par le système, par le SBU ou par les bataillons de volontaires. Dans un autre cas, Azov était chez lui à Marioupol dès juin deux mille quatorze.

#Benoit Paré

Et ils traquaient de prétendus collaborateurs et séparatistes. C'étaient eux les plus impliqués dans ces enlèvements, ces violences et ces tortures. Et il était bien connu qu'à l'aéroport de Marioupol, ils avaient installé une salle de torture appelée « la Bibliothèque ». J'ai même regardé une interview de Vassili Prozorov, un ancien officier du SBU. Il en a parlé. Il a dit : « J'y étais en deux mille quatorze. J' ai visité cet endroit. » Alors, je ne peux pas le confirmer, mais des gens y ont été tués. Et quand j' étais sur place, j'ai entendu une rumeur selon laquelle, non loin de là, il y avait une tranchée où ils enterraient des corps et versaient de l'acide dessus pour effacer toute trace. Et ensuite, j'en ai

discuté avec quelqu'un du CICR. Je ne donnerai pas son nom, bien sûr. J'ai demandé : « Vous êtes au courant de ça ? » Et cette personne m'a répondu : « Oh, bien sûr qu'on est au courant. » Alors j'ai dit : « Et donc, qu'est-ce que vous faites ? »

Et la réponse a été que, bon, pour l'instant, la situation ne s'y prêtait pas sur le plan politique. Je ne me souviens plus du terme exact qui a été employé. « La situation n'est pas politiquement mûre. » Je crois que c'était « mûre ». « La situation n'est pas politiquement mûre pour que nous enquêtions là-dessus. » Même le CICR. Alors, je ne sais pas si ça a fini par se faire par la suite, mais en tout cas, c'était la rumeur qui circulait sur ce genre de pratiques. Et j'ai parlé à des gens qui avaient été enfermés là-dedans. Certains ont témoigné à ce sujet devant la justice, lors des procès auxquels j'ai assisté. Et puis, j'ai lu d'autres choses par la suite. Pour être juste, le gouvernement ukrainien lui-même a même arrêté des membres du bataillon Tornado, qui opérait dans l'oblast de Louhansk et commettait des atrocités. Ils agissaient comme une bande criminelle, purement et simplement : ils enlevaient des habitants pour leur réclamer de l'argent et les torturaient pour leur soutirer de l'argent, ou pour d'autres raisons. Et certaines personnes ont disparu dans ces fosses.

Et ils ont été condamnés à des peines relativement longues, disons, mais pas pour meurtre, parce qu'on n'a pas retrouvé les corps des personnes disparues. Il n'a donc pas été possible d'établir devant le tribunal qu'ils étaient coupables de meurtre, parce qu'ils disaient : « Eh bien, nous ne savons pas où sont ces gens. » Mais selon certains témoins, ces personnes ont été tuées dans ces sous-sols, notamment une fillette de dix ans qui, d'après un témoignage que j'ai vu dans une vidéo sur le procès, a subi des viols pendant huit jours, jusqu'à en mourir. Et apparemment, ils se sont débarrassés de son corps.

Mais bon, dans ce cas-là, c'était tellement odieux que le gouvernement ukrainien a réagi. Mais ensuite, en deux mille dix-sept, j'ai eu accès à une liste de membres des forces armées ukrainiennes détenus au SIZO, le centre de détention pour les personnes qui n'ont pas encore été condamnées dans le système ukrainien. Et sur cette liste — je parle de mémoire, mais les détails sont dans mon livre —, il y en avait dix-sept ou vingt-trois ? Je ne suis plus sûr. Il y avait quelque chose comme dix-sept ou vingt-trois membres des forces armées ukrainiennes détenus pour des crimes allant du meurtre à l'enlèvement et à la torture. Des faits graves, vous voyez ? Et je me souviens que treize d'entre eux, treize, avaient été incarcérés pour meurtre.

Mais en fait, cette liste n'est même pas exhaustive, parce que j'avais connaissance de deux autres cas : l'un impliquant un soldat d'Azov, l'autre un soldat d'Aïdar. Tous deux ont tué un habitant à coups de couteau, et c'est confirmé : l'un à Marioupol et l'autre à Ougledar. Ils se sont disputés avec des habitants et, dans les deux cas, ils ont sorti un couteau et tué un habitant qui n'était pas armé, d'accord ? Et aucun des deux auteurs n'a jamais été incarcéré. Pour l'un de ces cas, je viens justement d'apprendre des éléments récemment, parce que j'ai maintenant un éditeur suédois qui lit mon livre et vérifie tout ce que j'ai écrit.

Donc, il m'a posé des questions. Ensuite, j'ai revérifié une histoire concernant le type d'Ougledar, et j'ai effectivement retrouvé le nom de celui qui était accusé du crime. J'ai trouvé un document qui disait, en gros, que ce type n'avait jamais été emprisonné et que son procès n'était toujours pas terminé en deux mille vingt-deux, quand la Russie a lancé son « opération militaire spéciale ». Donc, ce type n'a jamais été condamné. Et pour l'autre, celui d'Azov, l'affaire s'est réglée par un accord avec la famille : il devait verser quelque chose comme cinq mille dollars à la femme de la victime pour échapper à une sanction plus lourde. Il n'a donc jamais passé un seul jour en prison. Et il ne figurait même pas sur cette liste du SIZO, le centre de détention provisoire, que j'avais vue. Autrement dit, même ça, ce n'était, on pourrait dire, que la partie émergée de l'iceberg.

Et sur cette liste du SIZO, il y avait des noms que nous connaissions, parce que nous avions suivi les procès de ces personnes. Mais la plupart des noms nous étaient inconnus. Nous n'en avions jamais entendu parler. Et je ne parle là que d'un seul SIZO à Marioupol. Il y a des SIZO dans toutes les grandes villes. Il y en avait un autre à Bakhmout, par exemple, et il y avait probablement aussi des membres des forces ukrainiennes là-bas. Statistiquement, on peut le supposer. Et puis il y avait l'oblast de Louhansk. Donc, ce que je veux dire, c'est que nous ne voyions que la partie émergée de l'iceberg. La bonne nouvelle, c'est qu'à un moment donné, les autorités ukrainiennes ont commencé à agir. Mais quand on regarde les types de sanctions qui ont été appliquées, comme je viens de le dire, elles ne représentaient vraiment pas grand-chose. Et deux de ces personnes étaient Gorbatenko et Motika, d'Azov.

Ils étaient accusés d'enlèvement, de torture et de meurtre. Encore une fois, ce n'est pas rien. Et nous avons suivi leur procès à Marioupol. Quand j'ai quitté Marioupol en décembre deux mille dix-huit, le procès n'était pas terminé, donc je ne sais pas quelle en a été l'issue. Mais ensuite, j'ai été très surpris, parce que j'ai vu des articles dans les médias ukrainiens, mais pas seulement ukrainiens, même dans les médias français, au sujet de ces deux types. Ils avaient repris le combat en deux mille vingt-deux. Et l'un d'eux était même commandant de bataillon au sein du nouvel Azov à Kiev, la nouvelle brigade Azov, devenue par la suite la troisième brigade Azov. Donc, non seulement il n'était pas en prison, mais il avait été promu commandant de bataillon. Et l'autre était de retour au front, alors que, d'après des documents antérieurs, il avait été renvoyé d'Azov. Mais bon, en deux mille vingt-deux, la donne change, et il est de retour.

Et donc, je ne sais même pas si ces gens ont été condamnés, alors qu'ils avaient été accusés de ces actes par un des leurs, lui aussi membre d'Azov. Ils ont tué un des types qu'ils avaient enlevés, qui aurait été un petit dealer. Ils voulaient donc s'attaquer au trafic de drogue dans la ville, comme s'ils menaient une opération de police. Vous savez, ce n'est pas à eux de faire ce genre de choses, mais ils ont décidé d'agir seuls, avec leurs propres méthodes. Et leur méthode, c'était de torturer les gens. Ça a donc été si loin qu'ils ont tué l'un d'entre eux. Puis un membre de cette bande s'est mis à accuser les autres, en disant qu'ils allaient trop loin. Ils se sont battus et, au final, les autres ont blessé celui qui s'opposait au meurtre du prisonnier si gravement qu'il a dû être hospitalisé. Encore une fois, tous ces faits ont été rapportés dans la presse locale.

On en a parlé au tribunal. Et puis ces types sont revenus en héros, et ils ont été blanchis. Voilà donc ce qui s'est passé avec eux. Et même le chef du bataillon Tornado et son adjoint étaient de retour dans le jeu dès deux mille vingt-deux. L'un d'eux s'appelait Daniel Yashuk, c'était son nom. Son surnom, c'était « le Moudjahidine », parce qu'il s'était converti à l'islam et s'était laissé pousser la barbe à un moment donné, alors même qu'il a une croix gammée tatouée sur le bras. Mais ensuite, il a combattu l'État islamique. Il était fasciné par l'État islamique, par exemple, fasciné par la violence. Il a donc décidé de se convertir à l'islam pour embrasser une violence extrême, à la manière de Daech. Voilà donc le genre de cinglés dont on parlait, vous voyez.

Et ce type a repris du service en deux mille vingt et un ou deux mille vingt-deux. Et il a fini par être tué à Bakhmout en deux mille vingt-trois. Encore une fois, tout cela est documenté. C'est dans mon livre. Tous les détails y sont. Et j'ai trouvé encore d'autres confirmations par la suite. Et le chef de cette bande, le bataillon Tornado, a lui aussi déclaré qu'à sa libération, à l'été deux mille vingt-deux, il voulait reprendre du service pour combattre les Russes. Mais je n'ai pas trouvé d'informations sur lui après ça, donc je ne sais pas ce qu'il est devenu. Mais bon, l'Ukraine a donc décidé d'utiliser ces criminels de guerre pour combattre les Russes, tout en connaissant leur passé de tortionnaires. Enfin, vous les renvoyez dans une zone de guerre. À quoi vous attendez-vous ? S'ils tombent sur des habitants qu'ils soupçonnent d'être prorusses, ils referaient la même chose, voire pire.

Voilà donc ce que je peux vous dire sur l'impact, sur l'influence de ces types des bataillons de volontaires. Et on pourrait même dire que leur mentalité s'est propagée jusqu'aux plus hauts niveaux du gouvernement, en raison de cette forme d'extrémisme dont ils ont fait preuve sur le terrain. Je me souviens de l'une des premières fois où j'ai été retenu un moment à un point de contrôle des forces armées ukrainiennes. Il était tenu par des membres du bataillon Dnipro-1. Et le garde voulait nous faire part de ses opinions politiques sur ce qui se passait à l'époque, en deux mille quinze. Et il a dit, vous savez : « Porochenko ne devrait pas négocier avec les Russes. On devrait simplement tuer l'ennemi, un point c'est tout. » Bon, c'était donc très direct.

Mais c'est comme ça que pensent les nationalistes. Pas de négociations. Non, il n'y a rien à négocier. Il faut se battre jusqu'au dernier, jusqu'au dernier Ukrainien. Et aujourd'hui encore, on trouve beaucoup de gens en ligne qui disent exactement la même chose. Ils ne veulent rien négocier. Il n'y a rien à concéder. Il n'y a aucune place pour le compromis. Même Dmytro Iaroch. Dmytro Iaroch était le fondateur de Secteur droit. Puis il a quitté son propre mouvement et en a créé un nouveau, appelé l'Initiative Iaroch. Et en deux mille dix-neuf, quelques jours à peine après l'élection de Zelensky, il a déclaré dans une interview — j'ai aussi publié le lien dans mon deuxième livre, je crois, ou dans le premier, je ne me souviens plus —, mais en gros, il a dit que si Zelensky appliquait l' accord de Minsk, il serait tué dans le centre de Kyiv.

Et on peut y voir une menace directe, parce que tout le monde sait que les gens susceptibles de passer à l'acte, ce sont ceux de son entourage, autour de Dmytro Iaroch, les gens de Secteur droit — les mêmes qui avaient menacé de tuer Ianoukovitch en deux mille quatorze. Alors, vous savez,

quand ils disent quelque chose comme ça, ils sont sérieux. Et donc, je pense que, dès le départ, Zelensky savait qu'il était, en gros, l'otage de ces gens-là. Et, vous savez, c'est comme ça que ça fonctionne en Ukraine. Certains vous diraient : « Ah, vous savez, mais ces gens ne représentent qu' une toute petite minorité en Ukraine », ce qui est vrai aussi quand on regarde les derniers résultats électoraux dont nous disposons, ceux de deux mille dix-neuf. Pourtant, même s'ils sont minoritaires, vous savez, en termes de poids électoral, ils ont réussi à infiltrer l'appareil de sécurité de l'État ukrainien.

Quand vous voyez Zaloujny, vous savez, le chef d'état-major de l'armée ukrainienne, poser devant un portrait de Bandera, vous comprenez ce que ça signifie pour ceux qui connaissent l'histoire de Bandera et de l'UPA. Ces gens étaient des alliés… Enfin, certains diront : « Non, ce n'est pas vrai. Ils ont combattu les nazis. » Mais au départ, ils étaient alliés aux nazis. Et la seule raison pour laquelle ils se sont mis à combattre les nazis, c'est qu'Hitler s'opposait à l'idée d'une Ukraine indépendante. Sinon, ils auraient continué à se battre aux côtés d'Hitler jusqu'au bout. Quoi qu'il en soit, à partir de septembre mille neuf cent quarante-quatre, ils ont finalement tous rejoint à nouveau les rangs des nazis pour combattre les Soviétiques.

Ils ont donc repris leur collaboration. Et Bandera lui-même, ainsi que son mouvement, l'OUN-B, avaient prêté allégeance au Troisième Reich dès avril mille neuf cent quarante. Voilà donc l'histoire de ce mouvement. Tout est vérifiable, même sur Wikipédia, même si la plupart des gens n'en savent absolument rien, parce que, bien sûr, cette partie de l'histoire est occultée. Et donc, quand vous voyez le chef d'état-major de l'armée ukrainienne poser devant ce portrait, je veux dire, vous vous dites : « Cet homme sait très bien ce que ça signifie. » Ceux qui savent comprennent donc ce que ça veut dire. Voilà la triste réalité de l'influence de ces nationalistes au sein de l'État ukrainien jusqu'à aujourd'hui.

#Glenn

Ce que je trouve frustrant, en revanche, c'est que ça ne repose pas vraiment sur un malentendu : c' est une manipulation délibérée. Enfin, on le voit depuis douze ans maintenant. Je me souviens, par exemple, du massacre d'Odessa, en deux mille quatorze. Nos journalistes ont dû en parler, mais ils l' ont présenté de façon tellement manipulatrice. Tout était présenté comme, vous savez, des affrontements : des gens sont morts, qui a fait quoi, on ne sait pas trop. Et on présentait tout ça comme une opposition entre, vous savez, des pro-Ukrainiens et des pro-Russes. Ils étaient tous ukrainiens. Et, vous savez, une autre façon de présenter les choses aurait été de s'intéresser à ces gens qu'ils qualifiaient simplement de pro-Russes. C'est ce que font nos journalistes quand ils veulent discréditer quelqu'un et, au fond, lui retirer toute légitimité.

C'étaient des manifestants anti-Maïdan. Encore une fois, ce que nos journalistes ne disent pas, c'est que la majorité des Ukrainiens ne soutenaient pas Maïdan. Ils ne soutenaient pas le renversement de Ianoukovitch. Alors, pourquoi des gens se sont-ils opposés à ça ? Eh bien, parce que nous avons contribué à renverser leur gouvernement démocratiquement élu. Nous avons contribué à installer

des nationalistes radicaux au pouvoir. Nous avons privé les Ukrainiens de leurs droits fondamentaux, de leur opposition politique et de leurs médias. Alors ils sont descendus dans la rue, ils ont manifesté, puis ils ont été massacrés. Ils étaient quarante-huit, je crois. Et tout ce que nos médias trouvent à dire à leur sujet, c'est : « Oh, il y a eu un affrontement entre pro-Ukrainiens et pro-Russes. » Autrement dit, des patriotes contre des traîtres, et quelques traîtres sont morts.

Enfin, c'est une façon tellement méprisable, tellement horrible d'en parler, surtout quand tout le principe de cette guerre menée jusqu'au dernier Ukrainien, c'est de dire qu'on est à leurs côtés, qu'on veut les aider. Mais ça va plus loin. Chaque fois qu'on voit une croix gammée, le premier réflexe, le premier instinct, c'est de détourner le regard. Chaque fois qu'un Ukrainien est maltraité, les médias présentent ça comme une menace pour l'autorité de Zelensky et pour le récit de la guerre, ce récit dont on a besoin pour mener une guerre longue. Vous avez probablement vu ce gamin de quatorze ans qui manifestait devant ce centre de détention de l'armée. Il a été jeté à terre, emmené à l'intérieur et passé à tabac. On a découpé ses vêtements, et il a été filmé du début à la fin. Et le premier réflexe des médias est toujours le même : balayer ça d'un revers de la main, le rejeter.

« C'était un manifestant. C'était probablement une mise en scène. » Et ils ne rapportent jamais, au grand jamais, ce qu'il a réellement dit lui-même. Enfin, ça devient vraiment effroyable. Mais comme vous l'avez laissé entendre, quand on donne du pouvoir aux extrémistes, vous savez, aux nazis, c'est logique d'en faire des partenaires de l'OTAN, parce qu'ils ne feront jamais la paix et qu'ils se battront jusqu'au dernier homme. Et, pour être tout à fait juste, ce sont aussi d'excellents combattants. Ils sont motivés. Ils sont très bien entraînés. Je peux donc comprendre pourquoi ça fonctionne à bien des égards. J'espère simplement qu'un jour, certains de nos médias devront rendre des comptes sur la façon dont ils ont présenté tout ça. Et le fait qu'ils l'aient fait au nom de la solidarité avec les Ukrainiens et de l'aide à l'Ukraine, c'est tellement absurde. Enfin, avez-vous une dernière réflexion à partager avant de conclure ?

#Benoit Paré

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous venez de dire. Je me souviens, à propos d'Odessa, que lorsque j'en ai entendu parler pour la première fois aux informations françaises, je ne comprenais pas vraiment qui se battait contre qui, ni pourquoi. C'est exactement comme vous l'avez décrit. Je n' ai compris ce qui s'était réellement passé qu'en regardant ce documentaire intitulé The Mask of the Revolution, réalisé par un journaliste français, Paul Moreira. Il a fait un très bon documentaire sur ce massacre d'Odessa. Il y a consacré vingt-cinq minutes. Et quand j'ai moi-même été affecté à Odessa, fin deux mille vingt et un, j'ai montré ce documentaire à mon assistant, qui était originaire de la ville et qui vivait à Odessa à l'époque.

Et elle m'a dit : « C'est le meilleur récit de ce qui s'est passé que j'aie jamais vu dans les médias. » Donc, à ceux qui veulent comprendre, je recommande ce documentaire. Mais bien sûr, Paul Moreira a été vivement critiqué et attaqué en France par la presse dominante parce que, vous savez, il n'

avait pas le droit de dire la vérité sur les nationalistes ukrainiens, de décrire l'ampleur de leurs crimes. Ce n'est pas permis dans la presse occidentale. Et ce que je dirais, c'est qu'il y a une telle unanimité dans chacun des pays européens, dans tous les grands médias qui sont plus ou moins liés soit aux dirigeants, au gouvernement, soit, vous savez, à des oligarques, parce que nous aussi, nous avons nos oligarques, n'est-ce pas ?

Il y a une telle unanimité dans la façon de traiter l'information qu'on ne peut qu'en conclure que tout cela est coordonné par un pouvoir central qui, en gros, a dicté à tous ces gens : « Bon, quand vous parlez de l'Ukraine, vous devez suivre le discours officiel. » Et ce discours, c'est que l'Ukraine défend la démocratie, qu'il n'y a pas de néonazis en Ukraine — ça, c'est de la propagande russe — et ainsi de suite. Et nous voulons que l'Ukraine gagne, et nous la soutiendrons pour qu'elle gagne, parce que c'est notre objectif, n'est-ce pas ? Et parce qu'elle défend la démocratie contre la barbarie, incarnée par la Russie. Et tout le monde reprend le même discours, absolument tout le monde. Alors, bien sûr, tout ce qu'on vient de dire sera balayé comme de la propagande prorusse, parce que les médias russes disent la même chose, ou des choses similaires.

Donc, bien sûr, ça veut dire que ça ne peut pas être vrai, n'est-ce pas ? Et c'est comme ça que fonctionne notre monde occidental. Il est, à mon avis, passé entièrement sous le contrôle d'une forme d'oligarchie. Et qui se cache exactement derrière tout ça reste un peu un mystère. Mais certains disent que cette coordination de l'information se fait directement au niveau de l'OTAN ou de la CIA, qui a, en gros, les moyens d'infiltrer différents médias, d'une manière ou d'une autre, ou même les milieux politiques. Enfin, un ancien sénateur français affirme même publiquement que, selon ses informations, les éléments de langage viennent directement du siège de l'OTAN, pour que tout le monde les reprenne. Voilà donc ce qui se passe. C'est regrettable, mais la situation est ce qu' elle est.

Et vous et moi, nous essayons de nous battre, parce que notre conception de la vérité, c'est que nous ne pouvons pas accepter de participer à un mensonge, même si cela nous faciliterait la vie. Nous opposer à ce que nous considérons comme des mensonges ne nous facilite pas la vie. Mais, vous savez, nous sommes faits autrement, je suppose. J'aimerais qu'il y ait davantage de gens comme nous, pour qui l'intégrité passe avant tout. Parce que si l'on commence à se dire que l' intégrité n'a pas d'importance, alors comment peut-on avoir une civilisation, vous savez ? Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que notre civilisation occidentale s'effondre, dès lors que les gens considèrent que le récit compte davantage que l'intégrité. Je pense donc que c'est là le fond de cette discussion.

#Glenn

Non, non, je pense aussi que c'est la meilleure conclusion. Une civilisation qui rejette la réalité n'a pas vraiment d'avenir. C'est pourquoi il ne s'agit pas seulement de sacrifier les Ukrainiens, mais aussi de se faire du mal à soi-même. Alors voilà, Benoît, merci beaucoup de m'avoir accordé votre temps. Je vous en suis vraiment reconnaissant.

#Benoit Paré

Merci.